

# Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE  
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER  
123, Rue Montmartre, PARIS (2)

## Les Anarchistes et l'organisation

« Le Paria » a quitté hier sa deuxième page, et en première page du *Libertaire* nous a donné un très intéressant leader intitulé : « Être Anarchiste. » Depuis près de vingt ans que nous militons ensemble, l'un près de l'autre, que nous partageons successivement les mêmes espoirs et les mêmes désillusions, combien de fois n'avons-nous pas été effrayés de la lenteur de l'évolution, de la faiblesse du mouvement social et de la lâcheté des masses ouvrières ! Combien de fois n'avons-nous pas blasphémé, nous qui voulions franchir les étapes et voir se réaliser, dans un jour prochain, un idéal de liberté et d'amour ! Combien de fois, fatigués par la lutte quotidienne, qui n'apporte que de faibles fruits, n'avons-nous pas douté de l'avenir et de nous-mêmes !

Mais, sincèrement convaincus de la beauté de nos aspirations, nous jettions un regard en arrière, nous contemplions le travail fécond de tous nos ainés, de tous les précurseurs, nous comparions le passé et le présent, et, reconfortés, nous reprenions avec une nouvelle ardeur notre place dans le rang, pour grossir encore et toujours la force des révoltés.

Être Anarchiste ? Oui, le camarade Maudès a bien défini, en quelques lignes claires et précises, ce qu'est et ce que doit-être un Anarchiste, et je pense qu'ils sont légion les amis qui partagent notre point de vue et qui seraient prêts, demain, à se joindre à nous pour détruire à jamais l'organisation capitaliste qui subit depuis des siècles et des siècles le prolétariat, courbé sous le joug de l'Autorité.

Ils sont légion, les réfractaires en fait et en pensée, les anarchistes qui s'ignorent et ne savent de quel côté offrir leur énergie avide de se dépenser.

Et cependant, malgré tout l'arbitraire qui sévit, malgré le fascisme qui s'affirme chaque jour un peu plus violemment, malgré la misère grandissante des classes laborieuses et l'inécapacité des partis politiques à assurer au prolétariat l'avenir pour lequel il dépense toute sa force, le mouvement anarchiste ne semble pas bénéficier de la faille de toutes les démagogies. Notre *Libertaire quotidien* qui, depuis près de six mois, mène la bataille, est menacé dans sa vie, et demain, si les hommes sincères, avides de liberté, ne viennent pas à son secours, il disparaîtra pour reprendre la petite place hebdomadaire dans la lutte sociale qu'il a toujours soutenue.

Pourtant, les anarchistes sont nombreux. Ils sont nombreux les sympathisants qui nous comprennent et souffrent de notre disparition. D'où vient donc cette maladie qui nous étoile et de laquelle, peut-être, nous mourrons ? Il faut chercher en nous-mêmes le diagnostic et son remède. Le mal n'est pas incurable, et c'est le manque d'organisation qui est la cause de notre émettement. Oh ! je sais, les purs vont jeter l'anathème. Les ennemis de l'organisation vont crier à l'Autorité, Antiautoritaires, nous les sommes autant que quelconque, mais il ne faut pas se laisser aveugler, et, en vertu des principes, annihiler toute notre propagande. Et puis, s'il faut appeler l'« autorité » des maîtres à la rescoussie, où donc les adversaires de l'organisation ont-ils puisé leurs arguments contre l'association d'individus défendant les mêmes idées et poursuivant le même but ?

Au dernier Congrès, des camarades avaient nettement déclaré que notre *Libertaire* pouvait vivre seulement si un effort suivi était soutenu, et nous avions, à cet effet, fondé un « Groupe des Amis », avec cartes et timbres. Une minorité de camarades répondirent à notre appel, les autres se turent, les cartes et les timbres restèrent au journal. Nous pouvons cependant affirmer qu'il n'est pas un camarade anarchiste qui se refuserait à verser hebdomadairement une somme de 2 francs pour que soit sauvé son journal. La carte et le timbre font peur ; on refuse de faire pour l'Anarchisme le sacrifice qu'on consent au syndicalisme, et le *Libertaire quotidien* n'est plus qu'un moribond.

Dans quelques semaines, nos amis, nos camarades, les sympathisants ne trouveront plus, le matin, le *Libertaire* qui a fait l'impossible pour défendre, face à tous les politiciens, le prolétariat exploité. Demain, nous entrerons à nouveau dans l'ombre, n'ayant plus à notre portée l'arme moderne indispensable à la diffusion de nos idées et à la

protestation ininterrompue des asservis. Est-ce cela que vous voulez ?

Certes, les critiques n'ont pas manqué durant les derniers six mois. Le *Libertaire* ne fut pas parfait.

Les « en dehors » qui, du haut de leur piédestal, contemplent notre agonie, peuvent sourire, mais les travailleurs, pour qui nous luttons, parce que nous sommes des leurs comme ils sont des nôtres, s'apercevront — trop tard peut-être — de la place que nous occupons et qui restera vide.

Camarades, il est temps encore. Mais, il ne faut plus attendre. Il faut qu'à l'organisation politique nous oppositions l'organisation des hommes libres. Là est le salut.

Si vous voulez que le *Libertaire* vive, il vivra. Sinon, c'est à vous seuls qu'il faudra reprocher sa disparition : le sectarisme aura tué la réalité.

J. CHAZOFF.

### AU MAGNÉSIUM

## Henry de Jouvenel

Cet homme avait, il n'y a pas encore très longtemps, le privilège de conserver une estime presque unanime malgré les répugnantes fonctions qu'il exerçait. En effet, le rédacteur en chef d'un quotidien comme *Le Matin* est obligé de faire tellement de tours d'équilibre, tellement de petites cannelures — surtout qu'il n'est plus un journaliste, mais un « employé » de Bunau-Varilla — et Jouvenel n'en était pas exempt. Dans l'affaire Chaumet, il se livra en compagnie de Mouthon et de Téry, à de multiples combinaisons assez maladroites qu'il vaut mieux passer sous silence.

N'importe, Henry de Jouvenel avait quand même la réputation de conserver sa complète liberté d'expression de pensée.

Elu, de par la grâce de Bunau-Varilla, sénateur de la Corrèze au renouvellement partiel de 1920, il s'inscrivit groupe radical — ce qui était une façon de laisser entendre qu'il n'était pas d'accord avec son patron et Poincaré.

Lorsque Poincaré vint au Pouvoir, il fut délégué à la Société des Nations en place de Jean Hennessy considéré comme trop pacifiste. Mais de Jouvenel se disait toutefois qu'il n'était pas d'accord avec son patron et Poincaré.

C'était très hardi, de la part du rédacteur en chef de la Maison Rouge, de faire ce geste d'indépendance, d'autant plus hardi que son journal publiait chaque jour des apologies chateureux en faveur des décrets-louis.

Lorsque l'Homme-qui-Rit-devant-les-Morts voulut faire voler ses décrets-louis au Sénat, il trouva contre lui plusieurs sénateurs, parmi lesquels de Jouvenel qui se refusèrent à accorder à l'homme réfugié les pouvoirs dictatoriaux.

C'était très hardi, de la part du rédacteur en chef de la Maison Rouge, de faire ce geste d'indépendance, d'autant plus hardi que son journal publiait chaque jour des décrets-louis.

Hélas ! ce bel état républicain ne devait avoir que peu de durée. Lorsque Poincaré lui offrit un portefeuille, il oublia complètement la République et ne sut résister à l'appât d'être une excellence à 90.000 francs par an.

Henry de Jouvenel fera donc appliquer ces décrets qu'il combatit avec tant d'ardeur voici deux mois.

Mais il ne faut pas s'en étonner outre mesure — et ce n'eût été une leçon : à savoir qu'il ne faut accorder notre sympathie à aucun politicien, parce que ce sont tous des gens sans scrupules.

De Jouvenel, du reste, s'était chargé de nous fixer sur sa valeur de conscience.

A Pierre Bertrand qui lui reprochait amicalement le rôle de son journal, de Jouvenel répondit par un petit *curriculum vitae* : « C'est le *Matin* qui m'a fait ce que je suis, et je n'oublierai jamais que je dois tout au *Matin*. »

Et si demain le bloc des gauches triomphé, de Jouvenel redeviendra républicain, ainsi que son journal, du reste, qui obéit toujours aux ordres des ministres distributeurs de fonds secrets.

Loré.

Il ne faut pas s'en étonner outre mesure — et ce n'eût été une leçon : à savoir qu'il ne faut accorder notre sympathie à aucun politicien, parce que ce sont tous des gens sans scrupules.

De Jouvenel, du reste, s'était chargé de nous fixer sur sa valeur de conscience.

A Pierre Bertrand qui lui reprochait amicalement le rôle de son journal, de Jouvenel répondit par un petit *curriculum vitae* : « C'est le *Matin* qui m'a fait ce que je suis, et je n'oublierai jamais que je dois tout au *Matin*. »

Et si demain le bloc des gauches triomphé, de Jouvenel redeviendra républicain, ainsi que son journal, du reste, qui obéit toujours aux ordres des ministres distributeurs de fonds secrets.

Loré.

### L'AFFAIRE GOLDSKY

## Une nouvelle protestation

### Qu'en pense M. Lefebvre du Prey ?

Malgré les préoccupations électORALES ou antiélectORALES des partis et des groupes, les protestations continuent à se multiplier contre la flagrante iniquité dénoncée, depuis des années, aux gouvernements.

Un nouveau concours, particulièrement précieux, vient d'être apporté au Comité pour la Revision par la revue « *Le Christianisme social* ». Les premières pages de son numéro de mai sont en effet consacrées à défendre, eloquemment, la cause du prisonnier de Clairvaux, « Ce numéro » de mai, écrit M. Goumelle, paraît avec quelques semaines d'avance, en avril, pour une seule raison : la rédaction de la *Revue du Christianisme social* veut contribuer à sauver Goldsky, victime d'une erreur judiciaire, que des lenteurs coupables accusent à une mort certaine, par la grève de la faim, si le pourvoi en révision n'est pas examiné. »

Plus loin, M. le pasteur Georges Lauga écrit : « Il y a des silences qui sont des trahisons... Il est grand temps que nous rejoignions ici les défenseurs de Goldsky, à la campagne que mènent en sa faveur la *Ligue des Droits de l'Homme* et le Comité qui s'est créé pour la révision de son procès, nous nous mettons, au nom de notre conscience protestante et chrétienne, aux côtés de ce frère qui souffre. Des documents inédits nous permettent de le faire aujourd'hui plus utilement que nous n'aurions pu le faire auparavant. C'est la seule pensée qui atténue la souffrance qui est la nature de ne pas être encore intervenus dans ce combat pour la justice. »

La revue publie ensuite d'émouvants documents. Qu'en pense M. Lefebvre du Prey qui n'a pas encore répondu à la demande pressante qui lui fut adressée, il y a près d'un mois, par l'embastillé ? La question est, une fois de plus, posée.

## Les politiciens "trinquent"

### Gaborit chassé à Chelles

Le politicien Gaborit et ses colistiers étaient venus à Chelles faire une réunion électorale.

Les copains organisèrent une obstruction qui obligea les candidats à sortir par la porte de secours.

Gaborit avait commencé son discours en appelant les copains « camarades ». Les crachats partirent pour aller se fixer sur les faces des apprenants députés.

Leurs automobiles furent littéralement couvertes de papillons et ils s'en furent sous les huées.

Tardieu chamboulé à Sartrouville

Le citoyen Tardieu-Ngoko-Sangha a fait connaissance dimanche soir, à Sartrouville, avec la combativité des révolutionnaires.

Comme il voulait insulter les militants présents dans la salle, il fut entouré aussitôt et jeté en bas de la tribune. Il voulut se défendre, et reçut force horizons.

La réunion prit fin aux accents de l'*Internationale*.

Tardieu fit savoir aux journalistes qu'il a eu la manche de son veston complètement arrachée et qu'il souffre de multiples contusions à l'épaule et au bras gauche.

Tant mieux ! C'est même dommage qu'il n'ait pas été assommé — il a assez fait tuer de gens quand il était ministre de Clemenceau, c'est juste qu'il écope maintenant.

A qui le tour de ces messieurs ?

## 114 mineurs ensevelis par le grisou en Amérique

New-York, 28 avril. — Un télégramme de Bentwood (Virginie de l'Ouest) annonce que 114 mineurs ont été ensevelis à la suite d'une explosion de grisou qui s'est produite ce matin, à 7 h. 30, dans une des mines de la région. L'entrée de cette mine s'étant effondrée, il a été impossible aux malheureux de s'échapper.

Des équipes de secours sont sur les lieux.

## Deux obus éclatent

### Deux tués — Un blessé

Ypres, 28 avril. — Depuis quelque temps, des ouvriers travaillent à la démolition de la maison de correction d'Ypres. Des obus trouvés dans les environs ainsi que dans des débris de fer avaient été jetés dans un puits, pendant l'absence du gardien et des ouvriers, deux imprudents pénétrèrent dans ce puits et commencèrent à enlever le vieux métal. Un des obus éclata soudain, et les deux hommes furent projetés en l'air.

François Hof, demeurant à Ypres, fut tué par le coup. La tête, les deux mains et le pied droit étaient arrachés. Son compagnon, Arthur Hernuers, fut gravement blessé sur tout le corps.

Le lendemain, un autre ouvrier fut tué par le coup. Il avait les bras et jambes arrachées, la tête était détachée du tronc.

Voilà les suites de la guerre du Droit !

### ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'EXTRÉMÉ
Un an.... 80 fr.	Un an.... 122 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 66 fr.
Trois mois 20 fr.	Trois mois 33 fr.
Chèque postal Lentente 656-62	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Redaction : ANDRÉ COLOMER

123, Rue Montmartre, PARIS (2)

## Ceux qui ne veulent pas laisser assassiner Acher

suivante au consul d'Espagne à Brest, et à l'ambassadeur d'Espagne à Paris :

Brest, le 25 avril 1924.

Monsieur,

Dans son congrès tenu le dimanche 20 courant, les camarades délégués des organisations syndicales unitaires du département du Finistère au cours de la condamnation à mort de J.-B. Acher, appellé plus particulièrement dans les milieux d'idées avancées « Shum » ou « Le Poète », ont protesté contre cette injustice la plus flagrante à l'égard d'un homme qui ne voulait que le bien-être de l'humanité, mais qui avait le tort de ne pas penser comme le gouvernement de son pays, ainsi que de la déportation d'Unamuno.

Emus de cette condamnation, les camarades ont décidé de vous faire l'envoi d'une lettre en vous demandant de la transmettre au chef du gouvernement de l'Espagne, et de lui faire connaître qu'ils ne peuvent concevoir, malgré tout, que la mise à exécution d'un crime aussi ignoble serait donnée.

Ils protestent énergiquement contre la longue détention d'Acher, et sont décidés à poursuivre une campagne dans tout le département du Finistère pour faire cesser cet emprisonnement, pour un délit que n'a pas commis le « Poète », l'amant de l'Humanité, ainsi que de la déportation d'Unamuno.

Réceivez, Monsieur, nos salutations syndicalistes.

Le Bureau du UU. D. U. :  
Pierre GOZIEN, René MARTIN,  
Joseph LE GOFF, Félix LE DANOIS.

Et la Ligue française des Droits de l'Homme et du Citoyen commence, enfin, à s'occuper d'Acher. Nous avons reçu d'elles, hier, cette lettre :

Monsieur le Rédacteur en Chef,

Nous avons lu avec le plus vif intérêt la série des articles et énoncés que vous avez consacrés à Jean-Baptiste Acher.

## CONCLUSION DE NOTRE CONCOURS-ENQUÊTE

# Tous les partis sont méprisables Tous les politiciens sont dangereux

Nous terminons, avec ce numéro, la publication des réponses à notre Concours-Enquête.

Parmi l'amas de réponses que nous avons reçues, nous avons choisi les plus originales et les plus diverses. D'autres nous restent qui ne sont que les répétitions plus ou moins variées dans la forme de celles que nous avons données dans notre quotidien. Nous aurions aimé, si l'exiguité de notre format ne nous l'eût empêché, publier tout.

Quoi qu'il en soit, un fait demeure. Notre Concours-Enquête n'a pas été inutile, puisqu'il a permis à beaucoup de nos amis de développer leur pensée au sujet des politiciens et de leurs groupements d'appétits.

\* \*

Voici la réponse du camarade COTTE, de Gien :

1<sup>e</sup> Le politicien le plus méprisable ? Si je demandais au « Libétaire » quel est le politicien le plus méprisable, et que je ne lui donne à choisir que parmi une cinquantaine de fils ou de chefs de police qui assomment ou font assommer les manifestants ou les grévistes, il croirait que je me paie sa poire. Il me dirait : Non, mais, est-ce que tu ne penses déjà plus à Flotter ?

Aussi, je lui retourne cette réflexion quand il ne nous donne à choisir le plus méprisable des politiciens que dans les cinquante noms qu'il nous a servis. Ce sont tous des politiciens officiels qui se déclarent et sont reconnus comme tels. Ils sont paténés pour la foire électorale et, comme les charlatans du commerce, ne peuvent tromper que les imbéciles. Je sais, hélas, que cette faute est très répandue ! Mais ce n'est pas là que se trouvent les plus méprisables politiciens, même si certains d'entre eux sont très dangereux.

Les plus méprisables sont ceux qui agissent pour le compte de ces politiciens, et qui se dissimulent sous un masque sans couleur politique. Ces journalistes, ces écrivains, qui servaient autrefois la politique de guerre en poussant les autres au massacre, qui servent aujourd'hui la politique de haine en préparant de nouvelles tueries. Ces gens, sortis de la classe ouvrière, mais encore cachés au milieu d'elle, qui font tous leurs efforts pour livrer leurs camarades aux partis politiques. Tous ceux qui ont joué et jouent le rôle de ce mouton dressé pour mener ses frères à la boucherie sans jamais être sacrifié lui-même, ne sont-ils pas ceux-là les politiciens les plus méprisables ?

Combien sont-ils tous ces larbins qui ont entrepris de livrer et qui livrent en réalité, la classe ouvrière aux partis politiques, que ce soit au bloc des gauches ou au parti communiste ?

Il y en a certes qui sont en renom et pourraient être cités, mais à quoi bon ? On en oublierait trop qui ne le méritent peut-être pas.

2<sup>e</sup> Le parti politique le plus dangereux ?

Tous les partis politiques sont dangereux, ils le deviennent davantage, à mesure qu'ils approchent du pouvoir. Lorsqu'ils le détiennent, ils sont un fléau.

Mais là encore ce ne sont pas les partis qui s'affrontent sous des étiquettes différentes, qui sont les plus dangereux.

Le plus dangereux, c'est le parti de ces gens qui n'osent même pas avouer un parti de peur de se compromettre, et qui sont prêts à se soumettre à tous, à les servir tous, et à se servir de tous dès qu'ils arrivent au pouvoir.

Peu leur importe à ces gens-là que ce soient les blancs, les bleus ou les rouges qui gouvernent et oppriment, ils sont toujours pour le parti au pouvoir d'excellents auxiliaires et de parfaits larbins.

Ce sont ces gens-là qui servaient autrefois le tsar Nicolas, et qui sont maintenant au service des bolcheviks. Ce sont ces gens-là qui acclament aujourd'hui Poincaré, et qui défilent demain devant le cadavre de Lénine ou de ... Souvarine.

Ces gens-là ne se disputent pas le pouvoir. Ils le détiennent et le défendent tant que le pouvoir existera. Peu leur importe César, Louis XIV, Napoléon, Poincaré ou Marcel Cachin, pourvu qu'ils restent les soutiens de l'autorité.

Et même, si nous pouvions un jour tenir un essai de réalisation de la vie anarchiste, ils deviendraient bientôt plus anarchistes que nous, afin de pouvoir donner, à la société nouvelle l'empreinte de leur esprit d'autorité.

Oui, c'est avec ces gens-là — nos plus grands ennemis d'aujourd'hui, puisqu'ils nous font subir l'autorité existante — que nous aurons le plus à compter demain et toujours, jusqu'à ce que la race en soit entièrement disparue. Ce sont nos ennemis d'hier d'aujourd'hui et de demain.

J'en conclus donc que : au point de vue ouvrier, anarchiste et révolutionnaire, les politiciens les plus méprisables sont ceux qui se cachent au milieu des travailleurs pour livrer ces derniers aux partis politiques ; et le parti politique le plus dangereux, c'est le PARTI DE L'AUTORITÉ.

E. COTTE.

\* \*

Une autre réponse d'un copain de Fontainebleau est très intéressante, car elle confirme des deductions très logiques :

Camarades,

Pour le Concours-Enquête, à mon humble sens :

1<sup>e</sup> Tous les hommes politiques sont nocifs ; ce n'est que sur leur degré de nocivité que l'on peut ergoter, et à ce sens Millerand et Hervé me semblent battre tous les records par leurs piroquettes ; Daudet pour ses calomnies systématiques ;

2<sup>e</sup> Le parti le plus dangereux est le COM-MUNISTE MOSCOUTAIRE, parce que : tous les partis se réclament, ont pour base l'autorité, cependant il en est qui se piquent, par coquetterie, d'un certain libéralisme, surtout verbal, d'ailleurs. Mais les moscoutraires s'apparentent très bien avec « l'Action Française » au point de vue de la dictature.

E. COTTE.

\* \*

J'ai souvent eu affaire avec eux, comme militant, mais nom de Dieu, je ne demande ce que serait la société qu'ils dirigeront ; avec la bande de fanatiques, d'arrivistes, qui ont envahi leur parti, et dont très peu connaissent d'ailleurs la doctrine de leur prophète Karl Marx.

Je ne parle pas, bien sûr, des bons bougres, des sincères troupes communistes, qui suivent leurs chefs, croyant bien faire, et seraient désorientées au cas de coup de torchon, s'ils étaient privés desdits chefs et de leurs mots d'ordre.

Car ils ne cherchent pas à faire des individus pensants de leurs troupes — ce qui serait la besogne indispensable — mais des cotisants et des suivreurs. Le malheur est que la critique communiste, au point de vue « ventre », est la même que la nôtre, alors qu'au point de vue cerveau, de doctrine, elle est à l'opposé. Il s'ensuit confusions regrettables, difficiles à saisir par les cervaux simplistes ; discussions stériles, etc. Leur fanatisme a fait un mal aux syndicats, A. R. A. C., Coopér, Locatifs, qui sera long à réparer.

Tandis que leurs frères en philosophie du knout de l'A. F. sont faciles à démasquer.

UN COPAIN DE FONTAINEBLEAU.

\* \*

Un autre camarade nous écrit des choses judicieuses auxquelles nous ferons aucun commentaire qui risquerait d'atténuer la force des critiques :

Camarades,

Voulant prendre part au Concours-Enquête du Libétaire : Quel est au point de vue ouvrier le politicien le plus méprisable, et le parti politique le plus dangereux, à la première question je répondrai ceci : L'homme de la Ruhr a une grande responsabilité dans les événements précédents et actuels, qui ont engendré la guerre en 1914, et continue par sa politique absurde à vouloir en finir une bonne fois avec la classe ouvrière — l'anéantir tout à fait — à sa seule fin que les capitalistes qui sont aux abois n'en éprouvent aucun danger. Car malgré tout, les idées font leur chemin, lentement, mais sûrement.

Mais à mon point de vue, je considère que le sinistre, platonique VIVIANI, encore plus dangereux que Poincaré.

Au début de 1914, quand la guerre menaçait d'incendier le Monde, si le gouvernement dont Viviani était le président avait eu l'amour de la paix pour le peuple, il pouvait empêcher la guerre en refusant d'accepter la politique de Poincaré qui exigeait une diplomatie criminelle, et qui a forcé à allumer l'incident sans consulter le peuple, et sans lui reconnaître aucun droit. Le seul droit qu'on lui ait reconnu a été celui d'obéir et d'aller se faire massacrer, pour que prospèrent les spéculateurs et les trafiquants qui le dirigent.

Le traité d'alliance franco-russe n'était qu'un chiffon de papier, non respectable pour le peuple français. L'ancien président du conseil a tout accepté, il est doublement coupable et méprisable.

Quant au point de vue parti, je dis qu'ils sont tous méprisables et coupables, sans exception.

Si les nationalistes ont tout fait pour assassiner la classe ouvrière, les radicaux que je déteste et qui représentent la franc-maçonnerie, sont encore plus dangereux, nous en avons les preuves. Les camarades militants peuvent garder souvenir de leur passé.

Ressent les socialistes qui ont endossé l'étiquette communiste. Qu'ont-ils fait ? Ils ont accepté la guerre et ont marché comme un seul homme, ils ont, et sans exception, voté les crédits pour alimenter la boucherie. Ils avaient perdu la tête. Le plus grand coupable est donc l'opportuniste socialiste, ils ont envoyé la barque du socialisme à la dérive.

Mais les plus dangereux de tous sont ceux qui se servent de la classe ouvrière comme d'un tremplin pour essayer d'arriver au pouvoir en instituant leur doctrine. Communiste, dictature du prolétariat, armée rouge, ce sera donc toujours l'éternel histoire pour la classe ouvrière opprimée.

\* \*

Notre ami CARQUET, mineur, nous envoie une réponse qui, dans son laconisme, contient néanmoins le résumé de tout ce que les anarchistes pensent sur la question :

Je vous apporte mon point de vue au sujet de votre enquête sur le politicien le plus méprisable.

A mon point de vue se serait comme si un bateau chargé de cinq cents passagers faisait naufrage, et qu'ensuite la question suivante soit posée : quel est le moins mouillé parmi les cinq cents passagers tombés à l'eau ? Je crois qu'il serait difficile d'en trouver un qui soit moins mouillé qu'un autre. De même pour les politiciens, du moment que le parlement est un lieu d'infection morale, tous les partis sont méprisables.

CARQUET,  
Mineur à Saint-Étienne.

\* \*

Et voici terminé notre Concours.

En rassemblant toutes les réponses reçues, nous pouvons constater que tous les politiciens et tous les partis politiques en prennent pour leur grade. Nos amis ne se sont pas trompés sur nos intentions, et malgré quelques déviations, et quelques « vases » qui veulent voter pour un bloc plus ou moins de gauche, nous sommes heureux de voir que l'esprit critique anarchiste n'est pas si atteint que certains veulent bien le dire. Oui, tous les hommes politiques sont néfastes et méprisables ; oui, tous les partis sont haïssables parce que tous n'ont qu'une seule visée : asservir toujours et davantage le pauvre peuple pour faire triompher leurs besoins de domination et leur soif de sinécures.

Aussi, malgré toutes les critiques et le flot de calomnies qui accablent notre petit

quotidien, nous sommes heureux d'avoir été compris par nos amis, et ce nous est une douce satisfaction que de nous sentir entourés d'amitiés vigilantes et actives.

Nous continuons plus que jamais notre saine besogne de déburrage de crânes, et notre lutte à mort contre tous les forbans de la politique.

Et nous ne désespérons pas de voir un jour la société de nos rêves — persuadés que nous sommes de voir bientôt revenir parmi nous camarades égarés un moment.

## Intellectuels...

Le « Poète » peut subir l'atroce supplice du garrot... Tous ceux qui souffrent dans les prisons et les bagnoles et qui paient ainsi, en notre société civilisée, organisée et pacifiée au mieux, la rançon de leur indépendance de pensée et d'action, peuvent épouser, dans le vide de leur mort lente, mais proche, leur martyrologue la la gloire.

Les intellectuels sont cloîtrés dans leur « Cabinet de travail »...

Le logis est confortable ; des tapis assourdissent les pas du valet que l'on a sonné pour apporter un nouveau cigare et le parti bolchevik s'empresse de le lui enlever les mégots, une ambiance agréable presque à l'élaboration de la fortune et de la gloire.

On écrit n'importe quoi, sur n'importe quoi et pour n'importe quand, mais pas à n'importe quel prix ! On peint, on sculpte, on versifie ; on prépare, en costume de l'emploi et devant le miroir, la plaidoirie, le cours ou le discours, la thèse de science ou de philosophie, la communication à une académie...

La pièce, spacieuse, prend sa lumière — et notre soleil — sur un jardin où un parc ou parvient, ouatés et confus à souhait, les mille bruits de la vie.

Dans un coin de pénombre propice, un grand meuble vêtu d'où s'échappent des rellets discrets de cuir et d'or, impose le caractère d'austérité orgueilleuse qui convient à son possesseur : c'est la bibliothèque.

Sur une table pourvue de libellots « époustouflants » pour le visiteur, et en un foulard affecté, toute la pensée, toute la science et tout le savoir de l'heure : les journaux ! Ils sont savamment sélectionnés, et les plus intéressants, les moins menteurs forment un volume restreint dans la corbeille à papiers dans laquelle ils sont jetés aussitôt recus.

Enfin, bien en vue, et en pied — et en trepté — les portraits du maître : à 5 ans, avec des cheveux ; à 12 ans, en collégien de jésuite ou de boite laïque ; à 18 ans, parce que à cet âge la physiognomie est d'un crétinisme à rendre jaloux les anormaux déshonorés de Bicêtre ; un léger et grotesque duvet marque la place des poils qui seront virils et respectables...

Ils avaient 24 ans, au temps de l'affaire Dreyfus et, la guerre n'étant pas passée, ni surtout la renommée survénu — on courrait après — beaucoup de ces vieillards d'aujourd'hui se sont jetés dans la mêlée.

A les voir maintenant, muets et sourds, et à contempler leurs successeurs du même âge d'antan, mais déjà podagres, nous pouvons nourrir la triste certitude que leurs agressifs, ces licenciés ès toutes choses, étaient, surtout en raison de leur arrivée, satisfait depuis, licenciés ès crocs !

Car enfin, c'est ça, les lumières contenues ! Ces pondeurs de lignes à tant la lettre ; ces beaux parleurs au cœur aussi creux que leurs convictions ; ces docteurs distingués, ces professeurs éminents à 200 francs la consultation ; ces chirurgiens savants et adroits à 2.000 francs le coup de scalpel dans la viande veule et pourrie des riches, mais qui ratent l'expérience sur la chair soufrueuse du gibier d'hôpital, après l'avoir martyrisé inutilement. C'est ça, aussi, les architectes dont tout l'art se prodigue au bénéfice des villas princières et des établissements de plaisirs crapuleux ; ces professeurs érudits, économistes, hygiénistes, qui combattent le paupérisme, l'alcoolisme et la tuberculose, mais qui n'ont pas, un mot, et moins encore un geste, pour exiger, comme le savoir qu'ils ont acquis aux frais de la collectivité, leur permis, la suppression totale de l'alcool et des fraudes, et la destruction radicale des taudis.

Or, tout ce monde qui tient son savoir des recherches, des douleurs, des travaux de nos aieux, et aussi des études que nous avons payées par notre labeur dès l'âge pubère, tous ces personages infatigables, influents et vénérés ne sont, en réalité, que des fripons et impudents jouisseurs.

En dehors des heures où vraiment ils travaillent utilement, ou à peu près, et encore au profit de leur caste, nulle injustice ne les touche, nulle détresse (non officielle) ne les émeut, nulle douleur ne les apitoie.

Lorsque, par hasard, ils descendent vers le peuple, c'est pour le faire servir à leurs ambitions : aucune clairvoyance, aucune générosité de cœur ou d'esprit ne les pousse à prendre le main de l'ignorant pour le guider vers le savoir, à soulager le malheureux, à défendre la victime ; ils ont peur de perdre leurs privilégiés et leur place d'ore.

Méfions-nous d'eux, et apprenons à faire nos affaires nous-mêmes dans l'exercice persévérateur de la solidarité affectueuse.

C'est assez de vénération et d'humiliation devant cette noblesse sans grandeur, devant ces savants, ces littérateurs, ces brûlins qui n'agissent que par vénalité, et pour consolider les privilégiés de la bourgeoisie, leur nourrice.

Nous pouvons sans hésitation, leur rendre à tous (les trop rares exceptions, et sur lesquelles il y aurait d'ailleurs peut-être à redire, ne faussant en rien cette généralisation) le dédain méprisant dont ils sont — comme tous les exploiteurs et tous les arrivés — la masse des producteurs utiles, artisans de leur bien-être.

CLOVYS

\*\*\*\*\*

PAGES ROUGES

par P. VIGNÉ-D'OCION

SOMMAIRE GENERAL. — L'Enfer des Cuirassés. — Les drames de la Mer Noire : les victimes inconnues. — La guerre et sa loi d'airain : les atrocités. — Le brigandage syrien. — La pensée libre devant la consécration du silence.

En vente à la « Librairie Sociale »

Prix, 5 fr. 50 ; franco recommandé, 6 fr. 50

## AUX HASARDS DU CHEMIN

### Propos ♦♦♦ d'un Paria

Je viens de lire le manifeste que l'Internationale communiste adresse à tous les travailleurs à l'occasion du 1er mai. C'est un beau et long morceau, écrit dans un style religieux. Du reste, il semble fait spécialement à l'usage des croyants de la nouvelle religion bolchevique-marxiste. On y trouve des phrases de ce genre : « Le 1er mai a été sanctifié par le sang des martyrs de Chicago. » Sanctifié, ça n'est pas mal !...

Le 1er mai qui, décidément, ne se refuse rien, devient aussi un acte de foi révolutionnaire. »

On apprend

## A TRAVERS LE MONDE CE QUI SE PASSE

Les élections législatives auront lieu en Allemagne dimanche prochain, c'est-à-dire une semaine avant celles de France.

Le chancelier Marx qui est député de la circonscription de Dusseldorf avait demandé au gouvernement français l'autorisation de consulter ses électeurs, car l'accès du territoire occupé avait été interdit aux membres du gouvernement allemand par les autorités françaises, et ces dernières se sont empressées d'accéder au désir du premier ministre allemand.

M. Marx a donc prononcé un grand discours politique, et il s'est particulièrement attaché à combattre les partis nationalistes, qui ont retrouvé une certaine force depuis le dernier procès de Munich. De plus, son discours semble être une préface à une intervention pour parler des engagements entre les alliés.

Nous savons au début de la semaine prochaine, qui sortira victorieuse de la bataille électorale, et il est probable que si M. Marx conserve le pouvoir, il arrivera à une entente avec la France, à moins cependant que M. Poincaré, tenu comme un muet, ne se refuse à entendre la voix de la raison.

\* \*

Les ministres belges sont arrivés à Paris dimanche soir, et ont quitté la capitale hier à dix-huit heures. Ils ont eu avec Poincaré un entretien auquel personne n'assista. Il n'avait été fait appel à aucun des collaborateurs du ministère, aucun secrétaire et aucun sténographe n'étaient présents. A part ça ce n'est pas la dictature. M. Poincaré discute, prend des décisions, tout le peuple ignore ce qu'il fait. Et nous sommes en république. Ce même peuple qui se réclame de la Révolution ne cherche même pas à quelle sauce il sera mangé. Ses ministres préparent la paix ou la guerre : peu lui importe. Vraiment, les dictateurs en herbe auraient tort de se gêner devant la passivité des masses.

J. C.

## AUTRICHE

### RADITCH SERA-T-IL EXPULSE ?

Vienne, 28 avril. — La presse autrichienne annonce que le gouvernement de Belgrave a demandé au gouvernement autrichien d'expulser le leader croate Raditch. Jusqu'à présent, la Batplatz n'a pas encore fait connaître sa décision.

## ANGLETERRE

### LA TEMPETE SUR LONDRES

Londres, 28 avril. — Près de deux centimètres et demi d'eau sont tombés sur Londres au cours du Week-End. Ce matin, le vent soufflait à plus de 65 kilomètres à l'heure.

Un policier de la brigade fluviale, de service sur le bord de la Tamise, a disparu ; son casque ayant été retrouvé sur la berge, on craint que le malheureux n'ait été précipité dans les flots par la violence du vent.

À Epsom, le spectacle est lamentable. Toutes les tentes dressées en vue des courses qui commencent demain ont été arrachées.

De toutes les plages à la mode on a signalé des dégâts considérables.

### Une expédition fasciste fait fiasco

Rome, 28 avril. — Des groupes de fascistes de Sestri-Ponente et Sampierdarena avaient projeté une « expédition » sur Nice où, comme l'on sait, des incidents se sont produits récemment entre fascistes et communistes italiens.

Informé de ce projet, par le préfet de Gênes, M. Mussolini, qui tout dernièrement encore avait confirmé son intention de réprimer toute tentative de troubles ou même toute initiative déplacée au sein du groupe fasciste, a immédiatement donné des instructions à la suite desquelles une trentaine de fascistes qui s'étaient déjà groupés à Vintimille ont été arrêtés et renvoyés dans leurs foyers.

En outre, le secrétaire du « fascio » de Sestri-Ponente, Ottavio Marinoli, qui avait pris l'initiative du mouvement, a été invité à quitter la localité dans les vingt-quatre heures, sous peine d'emprisonnement.

Maintenant qu'il est arrivé, Mussolini commence à trouver embarrassant ses anciens auxiliaires et, comme ce ne sont pas des hommes, il n'hésitera pas à s'en débarrasser...

## A TRAVERS LE PAYS

### LA TEMPETE DEVANT BREST

Brest, 26 avril. — Les autorités maritimes ont été informées qu'au cours de la violente tempête de la nuit dernière, un chaland-citerne et une barque ont été jetés à la côte.

Le cargo « Neidenfels », qui n'a toujours pas son bord que le Grec Alompi a chassé sur ses arêtes, mais sans éprouver de dommage.

### TRISTES QUERELLES

Tunis, 28 avril. — Hier soir, à 21 heures, à Ariana, gros bourg de la banlieue immédiate de Tunis, un militaire indigène ayant quitté un café sans payer sa consommation fut poursuivi jusqu'au tramway par le garçon. De jeunes Israélites et indigènes prirent parti pour et contre le garçon et la querelle dégénéra en sanglante bagarre. Une foule de six mille personnes se rassembla bientôt autour des combattants. Les indigènes prirent d'assaut plusieurs maisons israélites. Les trois principaux cafés de la localité furent saccagés, leurs caisses volées, et leurs propriétaires maltraités. Une rôtisserie fut incendiée ; un officier de la garde belligeale, en civil, fut pris pour un Israélite, assailli et frappé par

une bande d'indigènes qui criaient : « Tuez-le ! »

Il y a de nombreux blessés, et quelques-uns le sont grièvement. Des renforts de police sont partis immédiatement de Tunis sur Ariana pour rétablir l'ordre. De très nombreuses arrestations ont été opérées.

On sait que les Juifs célébraient hier, dimanche, leur grande fête de la Pâque. Leurs femmes, parées de leurs plus beaux bijoux et vêtues de somptueuses toilettes, se promenaient dans les rues. Les indigènes, de leur côté, sont en période de Ramadan. Les espagnols sont fort excités.

Il est navrant de voir que les religions ont encore tant d'emprise sur les hommes!

### LE MAUVAIS TEMPS A LORIENT

Lorient, 28 avril. — Une légère accalmie s'est produite, mais la navigation demeure toujours suspendue.

Le grand navire « Charente » s'est réfugié ce matin en rade. Le transport « Isère » et le convoyeur « Renne » n'ont pu encore quitter la baie de Quiberon, où ils sont en relâche.

### M. MARCUS RICHARD SUCCOMBE À SES BLESSURES

On sait l'accident d'automobile dont avait été victime ces jours derniers, M. Marcus Richard, directeur du Petit Provençal, quotidien de Marseille.

M. Marcus Richard a succombé à ses blessures.

## LA SERIE NOIRE

### TUEE SUR LE COUP

Beauvais, 28 avril. — En regardant passer des coureurs cyclistes, Mme veuve Thivillier, 70 ans, demeurant à la Chapelle-aux-Pots, commet l'imprudence de vouloir traverser la rue.

N'ayant pas vu arriver une automobile, elle fut happée par l'avant de la voiture, jetée à terre et tuée sur le coup.

### UNE COLLISION PRÈS DE METZ

Metz, 28 avril. — Hier midi, sur la route de Metz aux Bordes, deux automobilistes sont entrés en collision. L'un des chauffeurs, M. Abraham Willy, de nationalité anglaise, tenait la gauche de la route contrairement aux règlements et c'est en voulant prendre sa droite qu'il occasionna l'accident.

Les deux voitures furent réduites en miettes, mais on ne signale aucun accident de personnes.

### POUR ÉVITER UN CHIEN

Rennes, 28 avril. — Hier, près de Janze, les deux fils de M. Lehô, président de la Foire-Exposition de l'Ouest, et vice-président de la Chambre de Commerce, rentraient en automobile avec le fils de M. Alexandre, président de l'Union du Commerce et de l'Industrie. A la sortie du village de Thourie, voulant éviter un chien, M. Lehô freina brusquement, et la voiture capota. M. Lehô, 25 ans, fut horriblement broyé et tué sur le coup. Son frère cadet s'en tira indemne. M. Alexandre reçut quelques blessures sans gravité.

Cet accident survenant le jour de l'inauguration de l'Exposition a produit une pénible impression.

L'aîné des frères Lehô devait épouser très prochainement la fille de M. Alexandre.

### UN CYCLISTE TUE

Vers 23 heures, plusieurs jeunes gens qui s'amusaient, avaient pris sans prévenir, l'automobile d'un de leurs parents. Arrivés route de Thionville, ils ne virent pas venir le cycliste Paul Thurlet, âgé de 24 ans, qui fut renversé. Grièvement blessé, le malheureux cycliste succomba peu après dans une maison voisine où il avait été transporté.

Les jeunes gens ont été tenus à la disposition de la justice.

### UNE AUTOMOBILE CAPOTE

Rambouillet, 28 avril. — L'automobile de M. Lurte, industriel à Paris, dans laquelle avait pris place Mme Boutin, a capoté sur la grande route de Rambouillet, par suite d'un brusque coup de volant donné par le conducteur, pour éviter un cycliste. Seule, Mme Boutin fut blessée et transportée à l'hôpital de Rambouillet.

## TOURNÉE Germaine BERTON - CHAZOFF

A la suite des réponses que nous avons reçues des camarades de province, voici définitivement fixé l'itinéraire de la tournée :

MARSEILLE : 4 Mai.

TOULON : 6 Mai.

ALAISS : 8 Mai.

AYMARGUES : 10 Mai.

MONTPELLIER : 12 Mai.

CETTE : 13 Mai.

BEZIERS : 15 Mai.

PERPIGNAN : 16 Mai.

COURSAN, NARBONNE : 17, 18, 19 Mai.

Les camarades de ces deux villes vont bien s'entendre entre eux pour fixer leurs meetings respectifs.

TOULOUSE : 20 Mai.

BORDEAUX : 21 Mai.

BIARRITZ : 23 Mai.

BAYONNE : 24 Mai.

BOUCAU : 25 Mai.

LIMOGES : 27 Mai.

Sujet traité : *Le Fascisme et l'Amnistie*.

Il nous est impossible à présent de changer cet itinéraire, et une nouvelle tournée était organisée dans le Sud-Est à partir du 2 juin, nous ne pouvons répondre favorablement aux demandes des camarades du Midi.

\*\*\*

Les camarades éviteront de prendre les bourses du travail pour le meeting, afin que la salle ne se trouve pas frappée d'interdit par les municipalités.

Les Groupes se chargeront de la publicité, et un droit d'entrée de un franc sera perçu pour couvrir les frais.

Faire connaître immédiatement par télégramme si cet itinéraire est bien compris par les villes intéressées.

Les indigènes prirent d'assaut plusieurs maisons israélites. Les trois principaux cafés de la localité furent saccagés, leurs caisses volées, et leurs propriétaires maltraités. Une rôtisserie fut incendiée ; un officier de la garde belligeale, en civil, fut pris pour un Israélite, assailli et frappé par

## Le Conflit de la "Famille Nouvelle"

### Sont-ils démocrates, communistes ou fascistes ?

Oui ! que sont-ils réellement ? Ceci à moins qu'ils ne soient des fumistes !

Construit de signer ses articles dans la campagne d'injures, de calomnies et de diffamation qu'il a entreprise contre nous, dans les colonnes de l'*Humanité* et ailleurs, Henriet écrit, dans le journal du Parti, le 23 courant : « Le bon sens et la logique n'ayant pas prévalu, la loi bourgeoisie décidera. »

Qu'est-ce à dire, sinon que, pour arriver à ses fins, Henriet veut entreprendre un procès devant les tribunaux bourgeois ?

Prenons acte, et date en même temps, de sa déclaration. Elle vaut son prix. Mais enregistrons-la aussi comme un aveu d'impuissance.

Une question se pose toutefois devant une telle déclaration. Henriet parle-t-il en son nom personnel ou au nom de tous ses camarades ?

Henriet peut tourner à tous les vents comme il veut. Il est assez giroquette pour cela. Les contradictions ne l'embarrassent pas, ni les scrupules.

Hier, pourtant, il n'avait pas assez d'arguments pour nous injurer en appel à la justice bourgeoisie pour arriver au séquestre.

Aujourd'hui, devant notre action extra-légale, qui prouve que nous n'avons ni l'intention d'en appeler aux juges, ni celle de réclamer le secours de la loi, c'est lui, Henriet, le communiste orthodoxe du Parti, qui, sans le moindre scrupule d'honnêteté communiste, déclare que « la loi bourgeoisie décidera ».

Mais est-il suivi par tous ses camarades ?

Jusqu'à preuve du contraire, il faut en douter, car, parmi ses partisans, il y en a qui n'ont pas perdu, il faut l'espérer du moins, tout bon sens et toute logique.

Un avenir prochain, d'ailleurs, nous l'apprendra.

Dans tous les cas, nous prouvons à ces camarades que nous avons assez de confiance en nous pour nous passer de la justice bourgeoisie. Et nous n'irons pas, nous séquestrer comme Henriet voulut le faire croire. L'action directe que nous pratiquons vaut mieux que l'action de la justice ! La gestion directe des restaurants vaut bien mieux que le séquestre.

Ça, Henriet, c'est du syndicalisme !

Et surtout, que les copains ne s'émeuvent pas et qu'Henriet se tranquillise. La voie dans laquelle nous nous sommes engagés n'est pas une impasse ; elle a une issue ; elle aboutit à une clairière où la lumière jaillit de toute part. Elle nous offre comme horizon la justice que nous désirons et la liberté à laquelle nous aspirons.

A ceux qui s'y sont engagés, il ne leur faut, pour suivre cette voie et sauver la « Famille Nouvelle » que de la clairvoyance et de l'énergie. Non pas de cette énergie qui est faite sans prudence, ni de celle qui fait les hommes d'action ayant foi en eux-mêmes et, en même temps, possédant le sens du mouvement et de l'organisation.

Henriet, pour aussi combatif qu'il soit apparemment, ne possède à aucun degré les qualités qui sont les caractéristiques d'un véritable militant.

Voulant passer de la parole à l'acte, il nous a envoyé l'hussier. C'est de l'argent perdu et de la peine aussi. Il sait bien que l'hussier, en la matière, n'est pas compétent, pas plus que ne peut l'être un commissaire que nous pourrons d'un mot renvoyer à son bureau.

Si tant est que la loi bourgeoisie doive décider, Henriet, il faut vite attaquer sur le principal.

Messieurs les communistes à vous l'honneur ! Attaquez les premiers !

Ce sera de votre part un acte qui ne sera pas sans conséquence.

Comme de vulgaires patrons vous usez des moyens classiques de l'intimidation.

Vous vous servez du spectre de la justice et de la prison, pour intimider ceux que vous croyez les plus faibles. Vous vous servez du spectre de la faillite et de la ruine pour essayer de détourner ceux qui ont de l'argent placé dans la caisse d'économie de la « Famille ».

Vous pensez qu'il peut se trouver parmi nous des lâches, des pleureuses et des trahies.

Ceux que vous faites menacer de prison savent que vos menaces sont vaines et que nous sommes solidaires d'eux. Vos menaces ne sont que de vulgaires pétards ne touchant pas parmi nous que le rire.

Ceux qui ont de l'argent à la caisse d'économie, savent aussi que les restaurants sont bien gérés et fonctionnent comme par le passé. Cette gestion est la meilleure garantie qu'ils puissent avoir, car c'est là qu'est la source vitale de la société.

Vous oublierez, camarades communistes, que si administrer est l'art de faire valoir, gérer est l'art de faire valoir les choses, de les faire produire et d'en tirer profit.

Les gérants sont les gestionnaires des biens de la « Famille » et vous n'en êtes, vous, que les dictateurs, aujourd'hui sans pouvoir.

Et cela doit rassurer tous nos camarades qui ont placé leurs gros sous dans la caisse d'économie de la société.

# L'Action et la Pensée des Travailleurs

## Les grèves

**Sellerie Parisienne.** — La grève de la maison Létrange : La Chambre syndicale des fabricants de l'article de chasse ayant maintenu son refus de discuter avec des délégués syndicaux et se refusant de faire droit aux revendications formulées pour tout le personnel des maisons de cette spécialité, les ouvriers et ouvrières de la maison Létrange, appliquent les décisions prises antérieurement par la Commission des salaires avec le concours de tous les travailleurs de la sellerie. Ils ont, hier matin, abandonné les ateliers et déclaré la grève pour appuyer les revendications générales de la corporation.

Nous savons que cette grève tampon va sans doute permettre au patronat d'envisager un lock-out ; mais confiants dans la légitimité de nos revendications nous ne craignons nullement cette forme de représailles patronales, car toutes les dispositions sont prises pour que les travailleurs qui en seraient victimes puissent y répondre avec les moyens appropriés aux circonstances créées par la volonté patronale.

Nous voulons que les revendications soient discutées par la voie régulière de l'organisation syndicale et ce que demandent les grévistes n'est pas au-dessus des possibilités patronales.

Il se peut qu'après avoir pendant plusieurs années discuté avec les syndicats ouvriers un nouveau mot d'ordre soit mis en application à ce jour, nous rappelons au patronat de l'article de chasse qu'il exerce bien son droit syndical, nous émettons cette même prétention et nous sommes convaincus que si les représentants patronaux voulaient se départir de la tutelle extérieure à leur groupement qui s'exerce sur eux en ce moment, un grand pas serait fait sur la route de la conciliation et de la solution du conflit.

**Scieurs-découpeurs de Paris.** — Par suite des décisions du Congrès des fabriques, plusieurs maisons des Scieries Mécaniques se trouvent en grève. Cela pour une augmentation de salaire et le respect de la journée de huit heures.

La Commission du Congrès a décidé que tous les camarades restant au travail devraient verser un pourcentage de 10 % sur leurs salaires.

Le Conseil espère que tous les camarades auront à cœur de faire ce geste de solidarité : la réussite du mouvement actuel sera votre succès de demain.

**Dans le bronze de Paris.** — Après sept semaines de lutte, le cap du lundi a été franchi sans défaillance par nos camarades grévistes. À la veille du 1er Mai, il faut que tous les copains s'apprentent à faire leur devoir et à déserter en masse les ateliers des fabricants de bronze. Ils feront venir en chômage ce 1er Mai, qu'ils sont solidaires de leurs camarades en lutte pour un salaire adéquat à leurs besoins.

Nous rappelons aux copains qu'il y a une grande réunion corporative mercredi 30 avril, à 18 h. 30, salle Jean-Jaurès, Bourse du travail et nous pensons qu'ils auront à cœur d'y répondre nombreux.

Nous signalons que la Maison Delisle est toujours en grève et qu'aucun copain ne doit s'y présenter.

P. S. — Réunion du Conseil ce soir, à 18 h. 30, Bureau des Métaux.

**Cuir et peaux de Romans.** — Le moral des grévistes est excellent, malgré les manœuvres patronales tentées toute la journée pour la reprise du travail et qui n'ont pas réussi. Une réunion fut tenue devant la bourse, divers orateurs prirent la parole et Racamond avant de s'en aller apporta une fois de plus l'aide et la solidarité de tous les travailleurs français.

Ce soir, sur nos murs, quantité d'affiches ayant en tête lettre ouverte aux 1182 qui ont assisté à la réunion du comité travailliste, peut-être en accusant un chiffre pareillement avoir avec eux l'opinion publique, mais ceux qui assistèrent à cette fameuse conférence de contre-grève et même les membres du comité organisateur ont affirmé que le nombre de présents était 500 au maximum.

Quand aux soi-disant meneurs qui avaient réussi à s'infiltrer dans cette réunion, ils avaient certainement des cartes. Les trois patrons qui attendaient dans les couloirs des coulisses le résultat ne devaient certes pas être en règle.

Toute la journée d'aujourd'hui, les listes de souscriptions sont rentrées plus fortes que jamais. A signaler une mention spéciale aux forains du marché qui ont accompli un bel acte de solidarité.

Les soupes populaires marchent toujours à la grande satisfaction générale et les grévistes ne demandent pas davantage. Ils attendront l'augmentation.

## Chez les Machinistes

Dimanche se tenait, salle Pelloutier, un meeting qui fut un succès pour les organisateurs. On constatait dans la salle bon nombre de non-syndiqués qui prirent un vif intérêt à l'exposé fait par les camarades du Syndicat et les orateurs de l'Union des Syndicats. Ils ont pu conclure que le Syndicat des Machinistes vit toujours, aussi puissant qu'il était grâce à la perspicacité de ses adhérents.

A l'issue du meeting, l'ordre du jour suivant fut adopté à l'unanimité :

« Les Machinistes et Accessoires de Paris, syndiqués et non-syndiqués, réunis en un grand meeting le dimanche 27 avril, approuvent les déclarations faites par les différents camarades du Syndicat et de l'Union Départementale. Ils espèrent qu'une plus grande solidarité susceptible de grouper sur des bases solides les camarades vivant de notre métier se fera jour. Que les salaires syndicaux, encore non appliqués dans certains établissements du spectacle le seront bientôt. Ils s'engagent à mener l'action nécessaire pour arriver à leurs fins et faire respecter la loi de huit heures dans toute son application.

Ils estiment que le chômage du 1er mai s'impose et qu'il sera une démonstration nette pour le patronat du Spectacle qui

comprendra par notre action que nous sommes toujours décidés à défendre nos intérêts menacés, au même titre que tous les travailleurs. Ils s'engagent à faire toute la propagande nécessaire pour ce chômage et assisteront nombreux aux meetings organisés l'après-midi par l'Union des Syndicats de la Seine. Se séparent aux cris de : « Vive le Syndicat ! Vive la C. G. T. U. ! » Une souscription ouverte en faveur de nos camarades a produit la somme de 45 fr. 20.

Le secrétaire : R. DUPIN.

## Dans le S. U. B.

### A PROPOS DE CANDIDATURE

Le Bureau du S. U. B. a envoyé, samedi, à l'*Humanité*, la note suivante, qu'avec sa bonne foi habituelle, ce journal n'a pas insérée :

« A propos d'une candidature législative, le S. U. B. vous demande de rectifier votre information au sujet du candidat législatif Lucien Condé, qui est quasiment inconnu au S. U. B. et même à sa section technique, chose assez rare pour un militant, comme il fut cité dans votre information.

« De plus, il n'est syndiqué à notre organisation que depuis janvier 1922. Il ne milita donc pas depuis le temps que vous semblez dire.

« Nous pensons que vous avez été induits en erreur et que vous aurez à cœur d'insérer cette rectification.

« Le Bureau du S. U. B. »

Evidemment, comme Sœur Anne, nous attendons toujours.

### CHEZ LES SERRURIERS

#### Sera-t-il l'offensive patronale ?

Comme les militants l'ont plusieurs fois déclaré, la corporation de la Serrurerie est dans le Bâtiment une de celles où l'action n'est pas très énergique, à part de rares exceptions. Aussi semble-t-il que les patrons veulent profiter de l'apathie des serruriers pour faire un coup de force contre les salaires. Cela réussira-t-il ?

Nous ne pouvons le prévoir, mais d'ores et déjà on tâche le terrain.

C'est ainsi que la maison Holt et Gillard, impasse Daunay, a mis à la porte, samedi dernier, presque la moitié de ses ouvriers. Cela, sans motif, car le travail donne en plein dans cette maison ; il fut même répondu aux débouchés qu'ils pourraient revenir peut-être dans quinze ou vingt jours ou un mois.

Travaillateurs de la petite ou de la grosse serrurerie, attention ! M. Mazellet et ses séides de la Chambre patronale sont en train de tenter le coup du père François. Il s'agit de savoir si vous vous laisserez faire. Aussi, pour envisager la situation, il est indispensable que les membres du Conseil de la section, les délégués d'ateliers et les militants soient présents à la réunion qui aura lieu ce soir, à 18 heures, bureaux 13 et 14 (4<sup>e</sup> étage), Bourse du Travail.

### L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le S. U. B. réuni en assemblée générale le 27 avril, a décidé son maintien à la Fédération du Bâtiment ; ensuite, l'indemnité aux victimes de l'action fut portée à 15 francs par jour et 5 francs par enfant. L'indemnité des délégués syndicaux a été portée à 36 francs par jour, ou 900 francs par mois.

L'assemblée a ensuite ratifié la nomination du camarade H. Jouve au Bureau fédéral.

Envigageant la position prise par l'Union en vue du 1er Mai, le S. U. B. a regretté l'omission de l'antimilitarisme parmi les revendications, où l'amnistie est d'ailleurs reléguée au dernier plan, à l'encontre des 1.800 francs et des 6 francs mis en place d'honneur et qui ne sont ni revendications sociales, ni revendications corporatives communes à tous les travailleurs. En conséquence, le S. U. B. ne fera pas d'appel particulier aux travailleurs du Bâtiment de la Seine pour les meetings organisés. Comptant bien que le chômage sera unanimement pour eux le 1er Mai, il leur laisse entière liberté d'agir l'après-midi.

Le *Proletaire* pour moi est paru. Il est au siège, à la disposition des camarades.

### LES TRAVAILLEURS DE LA VOIE

Les camarades de la maison Joyeux et Plantiveau, de Boulogne, réunis en grand nombre, samedi 26 avril, ont concrétisé leur lien de solidarité et d'action en adhérant au syndicat et ils ont renouvelé l'envoi de leurs revendications à leur maison, à laquelle ils demandent une réponse immédiate. Si leurs exploiteurs restent cois, ils appliqueront les méthodes d'action qu'ils ont envisagées et qui pourront aller jusqu'à la mort.

Reunion générale des grévistes mercredi 30 avril, à 9 heures du matin, Bourse du Travail.

Reunion des camarades travaillant dans d'autres corporations, mardi, à 18 heures.

### LES CARRELEURS-FAIENCERS

La lutte, au début de la quatrième semaine, continue avec plus d'appréciation. Les patrons opposent à notre mouvement le silence le plus absolu et attendent peut-être que nous travaillions tous dans d'autres corporations pour se déclarer à s'en occuper. Patience, tout vient à point à qui sait attendre.

Reunion générale des grévistes mercredi 30 avril, à 9 heures du matin, Bourse du Travail.

Reunion des camarades travaillant dans d'autres corporations, mardi, à 18 heures.

### LES PLOMBIERES-POSEURS

Il est rappelé aux camarades que les revendications ont été présentées aux patrons en leur demandant une réponse pour le 30 avril. Aussi, dimanche, chaque maison ou dépôt doit veiller à sa représentation à la réunion de délégués.

D'autre part, les camarades peuvent prendre le journal pour faire connaître à tous la réunion générale de la corporation qui aura lieu dimanche 4 mai.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le gérant : Baptiste FRAYSSE

Imprimerie spéciale du *Libertaire*

10-12, rue Paul-Lelong, Paris

## Chez les Terrassiers

L'ordre du jour suivant a été adopté :

« Les Terrassiers, réunis le samedi 26 avril 1924, grande salle Ferrer, Bourse du Travail, décident unanimement de chômer le 1er mai. Et suivant les indications de l'Union, faire pointer leur carte aux sièges des Comités intersyndicaux ;

« Donnent mandat au Conseil d'Administration de continuer l'agitation pour obtenir l'application des nouveaux tarifs syndicaux ;

« Déclarent être résolus à maintenir toute ce qu'ont fait et par tous les moyens le respect de la journée de huit heures sans dérogations, sans récupérations ;

« Réclament l'amnistie pleine et entière pour tous les délit d'opinion, soit civils ou militaires ;

« Levant la séance aux cris de : « Vive la solidarité des peuples opprimés !

« A bas les capitalistes de tous les pays ! »

Une collecte pour l'Entraide a été faite à la sortie.

## LES HUIT HEURES dans l'industrie du papier

La « loi » de 8 heures a été votée le 28 avril 1919, alors que les ouvriers avaient l'oreille des législateurs. Il a fallu cinq ans pour appliquer cette loi inoffensive dans l'industrie du papier. Un décret en date du 16 avril 1924, publié le 25 au *Journal officiel*, porte règlement d'administration dans les industries de la transformation du papier : « confection de cartonnages en tous genres, de cahiers, registres, enveloppes et sacs de papier, et autres articles de papier et de carton ».

Les établissements intéressés devront, pour l'application de la loi, choisir l'un des modes ci-après : 1<sup>o</sup> limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine ; 2<sup>o</sup> répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos d'une demi-journée par semaine.

L'organisation du travail par relais est interdite. En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

À la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation, un régime équivalent basé sur une autre période de temps, à la condition que le durée du travail ne dépasse pas dix heures.

Les compléments de pensions de 1.600 francs en moyenne, nécessaires pour porter à 2.000 francs les pensions des ouvriers dont il s'agit, sont payés à l'aide des cotisations ouvrières des jeunes générations et des contributions correspondantes des exploitants, affectées au fonds spécial.

Le décret fixe les périodes de versements des retraites des personnes âgées, de 60 à 65 ans.

Le décret fixe les conditions des dérogations et des récupérations prévues pour les cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres).

Que les ouvrières et ouvriers n'oublient pas qu'une bonne « journée » de 8 heures imposée par les organisations syndicales, est bien plus efficace qu'une « loi » donnée en aumône par les pouvoirs publics.

Le décret fixe les conditions des dérogations et des récupérations prévues pour les cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres).

En ce moment où il est question de pratiquer les assurances sociales envers la classe ouvrière, voici un document sur les retraites des ouvriers mineurs.

Un député avait écrit au ministre du travail en signalant qu'alors que la cotisation ouvrière d'avant-guerre avait été sextuplée, la retraite des « quelles noires » se trouvait à peine doublée.

De la réponse ministérielle, nous extrayons les passages suivants à titre d'information, espérant que nos lecteurs des pays miniers en feront leur profit :

« Il n'y a aucune comparaison à établir entre les ressources dont disposait la caisse autonome au début de son fonctionnement et ses ressources actuelles, pour en tirer argument, en ce qui concerne la quotité des pensions. En effet, si les ressources de la caisse autonome se sont accrues depuis 1914, cette caisse se trouve avoir à faire face actuellement aux charges qui résultent non seulement d'une élévation du montant des pensions, mais de l'admission de nouveaux bénéficiaires. Il convient donc de mettre en parallèle, non pas les ressources de 1914 et celles de 1924, mais les ressources et les charges correspondantes à une même époque.

« Or, depuis 1914, les charges de la caisse autonome se sont élevées, pour plusieurs raisons, dont les principales sont les suivantes : 1<sup>o</sup> les promotions de nouveaux retraités sont chaque année plus importantes par le fait que les effectifs miniers dont elles proviennent se sont accrus progressivement. Le nombre des personnes prenantes est, par suite, de plus en plus élevé en dépit des décès et croître jusqu'au jour où il correspondra aux plus hauts effectifs de la corporation minière ; 2<sup>o</sup> l'attribution d'une allocation proportionnelle aux ouvriers ayant de quinze à trente ans de mines et d'une pension de réversibilité à leurs veuves a augmenté de plus de 10.000 le nombre des personnes prenantes (art. 4 de la loi du 9 mars 1920) ; 3<sup>o</sup> l'attribution d'une pension de réversibilité aux veuves d'ouvriers décédés avant l'âge de cinquante-cinq ans, mais ayant travaillé pendant trente ans dans les mines francaises, a apporté à la caisse autonome un nouveau contingent de retraités, plus de 3.000 (art. 3 de la loi du 9 mars 1920) ; 4<sup>o</sup> la loi du 24 décembre 1923 a admis au droit à pension les veuves d'ouvriers décédés avant cinquante-cinq ans et justifiant de quinze ans de mines ; 5<sup>o</sup> la même loi a admis au bénéfice de l'allocation au décès les orphelins de moins de seize ans des ouvriers pensionnés ; 6<sup>o</sup> la même loi a prévu l'attribution

d'allocations mensuelles et de pensions d'invalidité au profit des ouvriers devenus invalides des deux tiers sur la base de 1.500 francs par an, en faisant bénéficier de cette mesure les ouvriers dont l'invalidité est antérieure à la loi.

« Le nombre des bénéficiaires de pensions ou d'allocations a été ainsi considérablement augmenté. Cependant, le montant de la pension des ouvriers mineurs justifiant de trente ans de services miniers qui avait été effectivement fixé à 640 francs (et non 730), en application de la loi du 25 février 1914, a été plus que triple. En ce qui concerne la quotité des pensions des ouvriers mineurs, il est fait remarquer que sous l'empire de la loi du 29 juin 1894, ces pensions dépassaient rarement le chiffre de 150 francs ; 2<sup>o</sup> qu'au moment de la mise en vigueur de la loi du 25 février 1914, elles s'élevaient en moyenne